

Les Echos

Le Quotidien de l'Economie

Lundi 14 Septembre 2009

Collectivités locales

Interview JEAN-PAUL HUCHON PRÉSIDENT SOCIALISTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

« Le projet de Grand Paris organise le retour en force de l'Etat »

Le projet de loi Grand Paris que le secrétaire d'Etat chargé du Développement de la région-capitale, Christian Blanc, doit présenter en Conseil des ministres le 7 octobre, suscite de vives réactions chez certains élus d'Ile-de-France, principalement à gauche.

Le président socialiste du conseil régional explique les raisons de cette opposition et dévoile les grandes lignes d'un projet alternatif sur lequel le Conseil de Paris et les élus régionaux seront appelés à voter très rapidement.

Question : Le projet de loi Grand Paris élaboré par Christian Blanc ne vous convient pas. Quels sont les points sur lesquels vous serez intransigeant ?

Ce qui ne me convient pas, c'est d'abord l'esprit. C'est un projet réducteur par rapport à l'ambition du Grand Paris. Il revient à créer une autorité administrative pour construire un grand métro sans consulter les collectivités locales. Ce n'est pas ça le Grand Paris. Le Grand Paris, c'est une ambition, les projets des architectes, un système de transports complet, performant et qui traite à la fois l'urgence et le futur. Le projet qu'on nous soumet organise le retour en force de l'Etat dans une région qu'il avait abandonnée. Il lamine les droits des élus locaux, en particulier en matière d'urbanisme, il fait abstraction de la décentralisation des transports et de la loi Pasqua sur l'aménagement du territoire. Cela, sans même apporter une

simplification puisqu'on ajouterait une structure supplémentaire à celles qui existent. Qui plus est, une structure administrative. Et cela avec moins de temps consacré aux consultations démocratiques. De plus, une partie des recettes qui devraient, selon le rapport Carrez et dans notre esprit, revenir au Syndicat des transports d'Ile-de-France - le STIF - pour financer les transports, seront détournées au profit de cette nouvelle structure dont personne ne m'a expliqué de combien de milliards elle serait dotée et d'où ils viendraient. Enfin, si cette infrastructure est remise au STIF, devra-t-il en payer la dette ?

Question : Le projet de loi se veut un complément du schéma de développement de l'Ile-de-France, le SDRIF, voté par le conseil régional. N'est-il pas temps d'agir ?

Le projet ne complète pas le SDRIF, il est en contradiction avec lui. Il revient à en gérer des pans entiers de manière différente. C'est une manière assez hypocrite de dire qu'on n'applique pas ce schéma approuvé démocratiquement.

Question : En juin, vous étiez pourtant proches d'un accord avec l'Etat sur le sujet. Que s'est-il passé ?

Par réalisme, j'avais dit au gouvernement, approuvez le SDRIF, transmettez-le au Conseil d'Etat et nous nous engageons à le mettre en révision pour tenir compte des nouveaux développements. Nous avons rédigé un petit texte en ce sens mais, aujourd'hui, avec la

présentation du projet de loi Grand Paris, je n'arriverai pas à obtenir, ni de ma majorité ni sans doute de mon opposition, une adhésion à ce protocole d'accord. Nous allons donc le remettre dans les tiroirs et demander au gouvernement d'approuver le SDRIF, tout simplement.

Question : Quelle alternative proposez-vous ?

Nous sommes arrivés au point où il faut que la région, la Ville de Paris, les conseils généraux et peut être certaines intercommunalités proposent qu'on prenne le Grand Paris par le bon bout en le dotant d'un établissement public foncier unique et d'un syndicat intercommunal ou interdépartemental pour le logement (SLIF). Il doit aussi affirmer le rôle du STIF auquel doivent être remis l'ensemble des ouvrages pour assurer l'unité d'exploitation du réseau. Je commence à travailler sur ce projet avec mes collègues dès aujourd'hui et nous devrions être en mesure de le proposer très rapidement, à temps pour que le Conseil de Paris de fin septembre et notre conseil d'octobre se prononcent. Je pense que ma majorité sera d'accord et qu'au-delà de la gauche des voix s'élèveront pour avancer sur ce sujet.

Question : En évoquant vendredi la prise en compte scrupuleuse des résultats de la concertation, le Premier ministre, François Fillon, va-t-il dans votre sens ?

Quand on parle de concertation, rien

n'oblige à en tenir compte. Quand on parle, comme il l'a fait, d'adhésion, il en va tout autrement. Sans l'adhésion de la Ville de Paris, du conseil régional, des conseils généraux, il serait difficile de parler d'adhésion des élus.

Question : Le bras de fer que vous engagez avec le gouvernement semble resserrer les liens de votre alliance avec Bertrand Delanoë. Est-ce suffisant pour l'emporter en 2010 ?

Je n'ai jamais eu de différend grave avec Bertrand Delanoë. Je pense qu'il est très impatient que la campagne commence et qu'il s'engagera très fortement à nos côtés, ne serait-ce que parce qu'Anne Hidalgo sera très probablement notre tête de liste à Paris. Il y a une quasi-certitude que les Verts seront de leur côté au premier tour. Les choses paraissent moins certaines pour le Parti communiste. En tout état de cause, la mobilisation se fait au second tour, mais le premier comptera beaucoup.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
ISABELLE FICEK ET
DOMINIQUE MALECOT**

JEAN-PAUL HUCHON
PRESIDENT SOCIALISTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Tous droits réservés : Les Echos
AA76D5E47980610100DC0A33D10E81948CA5F43793A80DA728F0947

Diff. 140 313 ex. (source OJD 2005)